



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

23 NOV. 2001

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR : M. PASTOR

☎ 04.91.15.65.35

AP/NZ

N° 2001-369/153-2001 A

(P1)

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

A l'encontre de la Société
PROVENCE STOCK SERVICE à Arles

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES DU RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, ,

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté n° 200-522/191-1991 du 9 mai 2000 autorisant la société PROVENCE STOCK SERVICE à exploiter un entrepôt de produits agropharmaceutiques et phytosanitaires,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 23 octobre 2001,

CONSIDERANT que les documents concernant la politique de prévention des accidents majeurs et le système de gestion de la sécurité prévus aux articles 6 et 7 de l'arrêté ministériel précité n'ont pas à ce jour été produits par la société,

SUR LA PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

→ DES f

ARRETE

ARTICLE 1

La Société **PROVENCE STOCK SERVICE**, qui exploite un établissement soumis à l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 Zone Industrielle Nord – 11, rue Jacques Lieutaud – 13200 ARLES, est mise en demeure de respecter l'article 6 et l'article 7 - premier alinéa - de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 dans un délai de 3 mois.

ARTICLE 2

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des BOUCHES-DU-RHONE,
- Le Sous-Préfet d'ARLES,
- Le Maire de ARLES,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, /
et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MARSEILLE, le 23 NOV. 2001

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER

POUR COPIE CONFORME
par délégation
Le Chef de Bureau


Martine INVERNION

